



**NOM DU PAYS :** République du Cameroun

**NOM DU PROJET :** Projet Gouvernance Locale et Communautés Résilientes (PROLOG)

**CREDIT IDA :** N°72130-CM

**INTITULE DE LA MISSION :** Poste d'Expert Gouvernance au sein du Projet Gouvernance Locale et Communautés Résilientes (PROLOG)

**N°0 0 0 0 AVIS A SOLICITATION DE MANIFESTATIONS D'INTERET**  
N°0 0 0 0 U TASMI/MINDEVEL/PROLOG/UGP/SPM/2025 DU 01 AVR 2025  
POUR LE RECRUTEMENT D'UN EXPERT GOUVERNANCE AU SEIN DU PROJET GOUVERNANCE  
LOCALE ET COMMUNAUTES RESILIENTES (PROLOG)

## I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Pays réputé stable en Afrique centrale, le Cameroun fait face à de multiples défis sécuritaires et humanitaires dans certaines de ses régions depuis quelques années.

A l'Extrême - Nord, les attaques perpétrées par la secte terroriste Boko Haram ont causé de nombreux déplacements des populations et donné lieu à la destruction des infrastructures de base dans de nombreuses localités. La Région a accueilli par ailleurs de nombreux réfugiés nigérians. L'insécurité générée par la secte Boko Haram s'étend aux Régions du Nord et de l'Adamaoua.

La région de l'Est quant à elle subit les effets des crises sociopolitiques successives dont la République Centrafricaine (RCA) est le théâtre depuis 2003. Avec la résurgence de la crise dans ce pays, l'on assiste depuis janvier 2021, de nouvelles arrivées des réfugiés centrafricains dans la région qui en accueille déjà plus de 60 %.

Dans les Régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest la crise sociopolitique qui a débuté en 2016, a donné lieu à de nombreux morts aussi bien parmi les forces de défense et de sécurité que des populations civiles. Cette crise a donné lieu à de nombreux déplacements internes (environ 700 000 dont 52% sont des femmes et des enfants), amenant dans les régions d'accueil des femmes et des jeunes filles à se prostituer pour leur survie et celle de leur famille en raison des difficultés d'insertion. Les régions abritant une grande partie de ces déplacés sont celles de l'Ouest, du Centre et du Littoral.

Pour soutenir le Cameroun dans ses initiatives de traitement des risques et d'aggravation de la violence, la Banque Mondiale l'a déclaré éligible à l'Allocation pour la Prévention et la Résilience (PRA). Cet accès du Cameroun au PRA permettra de soutenir sa stratégie de prévention de l'escalade des violences, notamment par une action plus appuyée des opérations de la Banque Mondiale en faveur des personnes vulnérables, des régions en conflit, sous pression et par le traitement en profondeur des facteurs de conflits.

Sur la base des orientations tracées dans la Stratégie Nationale de Développement 2030 du Cameroun, en lien avec la Stratégie de la Banque Mondiale, il s'agit d'asseoir le nexus humanitaire, paix et développement pour parvenir à la prévention efficace des conflits, à la consolidation de la paix et à un développement durable, fort et inclusif. Le Projet de Gouvernance Locale et Communautés Résilientes, financé dans le cadre du PRA, s'inscrit donc dans cette dynamique, en combinant l'appui à la décentralisation avec des engagements de développement tout en renforçant les capacités de résilience des communautés, notamment des ménages vulnérables impactés par les conflits.

Ce projet entend attaquer l'extrême vulnérabilité des communautés grâce au renforcement de l'accès aux moyens de subsistance, à la dynamisation de l'économie locale à travers la réhabilitation des infrastructures communautaires et le développement d'activités génératrices de revenus, toute chose devant contribuer à réduire les tensions sociopolitiques et la violence.

Ce Projet sera exécuté sous la tutelle du Ministère de la Décentralisation et du Développement Local (MINDEVEL) à travers les composantes ci-après :

- Composante 1 : Amélioration des infrastructures communautaires et des services de base ;
- Composante 2 : Amélioration du cadre de gouvernance à plusieurs niveaux et de la capacité des entités décentralisées à fournir des services ;
  - 2.a. Renforcement multi-niveaux des capacités institutionnelles pour la décentralisation
    - Améliorer l'environnement légal et réglementaire du cadre de gouvernance territorial
    - Gestion du changement pour soutenir le transfert de compétences et de ressources
  - 2.b. Renforcement des capacités des CTD
    - Renforcement des capacités de base des conseils régionaux et communes
    - Planification et budgétisation de l'investissement communal
    - Renforcement de l'exécution des projets de la fourniture de services
    - Transparence et engagement citoyen
  - 2.c. Subvention basée sur la performance
- Composante 3 : gestion, suivi et évaluation du Projet ;
- Composante 4 : Contingence d'intervention d'urgence.

Dans la perspective de la mise en œuvre du projet, les présents TDRs permettront de lancer le recrutement au poste d'expert gouvernance qui travaillera sous la supervision du Coordonnateur National à la conception et à l'appui à la mise en œuvre des activités de la composante 2 du PROLOG.

## II. PRINCIPALES RESPONSABILITÉS

Sous la supervision du Coordinateur national, l'Expert Gouvernance de l'UGP a pour mission principales :

### 1.1 Appui général à la gestion de la composante 2 du Projet

- Contribuer à l'élaboration du dispositif de suivi-évaluation de la composante 2 du projet, en collaboration avec l'expert suivi-évaluation du projet ;
- Contribuer à la rédaction de la feuille de route annuelle pour la composante 2 du projet ;
- Contribuer à la préparation et la production des éléments relatif aux résultats de la composante 2 ;
- Élaborer des rapports narratifs sur les différents aspects de la composante 2 du projet (par sous composante) dans le cadre du reporting bailleur et des autorités nationales (rapports annuels, évaluation à mi-parcours, évaluation finale) et contribuer à tout autre besoin en reporting en relation avec l'expert suivi-évaluation.

### 1.2 Appuis spécifiques pour chaque sous composante

Sous-composante 2a : Renforcement multi-niveaux des capacités institutionnelles pour la décentralisation

- Assurer le suivi des interventions des différents partenaires qui interviennent dans le cadre de l'appui aux réformes dans le secteur de la décentralisation ;
- Assurer le suivi de l'élaboration de la Stratégie Nationale de la décentralisation en veillant au respect du calendrier et à l'alignement avec les orientations stratégiques du secteur ;

- Assure dans le cadre de cette Stratégie, le suivi de la mise à jour et le renforcement par l'Etat des mécanismes d'allocation des ressources et de transfert de l'Etat aux CTD ;
- Assurer le suivi des réformes bénéficiant de l'assistance technique du projet, notamment celles entreprises par les ministères centraux (MINDEVEL, MINFI, MINEPAT, MINFOPRA).
- Veiller à la cohérence des différentes réformes soutenues par le Projet.
- Appui les administrations dans le cadre de la diffusion des textes législatifs clés sur la décentralisation aux acteurs centraux et locaux ;
- Soutenir l'organisation de formations sur le leadership collaboratif pour les parties prenantes.
- Assure le suivi de la mise en œuvre d'Initiatives de Résultats Rapides (IRR) visant à accélérer le transfert de compétences et de ressources.

#### **Sous-composante 2b : Renforcement des capacités des CTD**

##### **a) Renforcement des capacités de base des CTD :**

- Appuyer la conception et la mise en œuvre des plans de renforcement des capacités pour les conseils régionaux et les communes appuyés par le Projet ;
- Assure le suivi de la mise en œuvre des plans de renforcement des capacités ;
- Assure le suivi du cadre de partenariat avec l'École Nationale d'Administration Locale pour l'institutionnalisation et la certification des programmes de formation ;
- Assure le suivi du partenariat avec tout autre institut de formation

##### **b) Renforcement des capacités en planification et budgétisation des CTD :**

- Assure le suivi de l'assistance technique du projet au profit des CTD dans le cadre de la gestion des investissements publics locaux dans toutes ses phases : élaboration, planification, passation de marché, suivi de la mise en œuvre ;
- Assure le suivi de l'assistance technique du projet pour l'élaboration participative, la mise à jour, et l'évaluation des Plans de Développement Régionaux (PDR) et des Plans de Développement Communaux (PDC) ;
- Assure le suivi de l'assistance technique du projet pour soutenir l'élaboration des Cadres de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) et des budgets orientés vers les résultats ;
- Assure le suivi de l'alignement des processus de planification locale avec les priorités nationales et sectorielles ;
- Appuie le processus d'élaboration et de mise en œuvre des stratégies d'engagement citoyen et de promotion de la transparence dans la gestion des ressources des CTD.

#### **Sous-composante 2c : Subvention basée sur la performance (SBP)**

- Appuyer l'opérationnalisation de la SBP pour les CTD dans le respect strict du manuel opérationnel du Projet (MOP) ;
- Produit des analyses sur la mise en œuvre de la SBP et des recommandations pour renforcer d'une année sur l'autre l'impact positif de ce mécanisme de financement pilote ;
- Assiste le processus de mise à jour des conditions minimum obligatoires et des indicateurs de performance ;
- Assure la mise à jour du MOP le cas échéant.

### **III. PROFIL REQUIS POUR LE POSTE**

La mission sera confiée au candidat répondant aux qualifications minimales ci-après :

#### **Diplôme**

- ✓ être titulaire d'un diplôme universitaire (BAC +5) en sciences sociales (Economie, statistiques, démographie, politiques publiques et/ou finance publique, gouvernance des territoires) ou tout autre diplôme reconnu équivalent et en rapport avec le projet.
- ✓ les candidatures jeunes et/ou féminines et disposant de fortes références académiques en statistique et planification sont fortement encouragées ;

#### **Connaissance du PROLOG et de l'environnement de la décentralisation**

- ✓ avoir une bonne connaissance de la dimension renforcement des capacités du PROLOG ;

- ✓ avoir une bonne connaissance de la dimension subvention basée sur la performance dans l'esprit du PROLOG ;
- ✓ avoir une bonne connaissance de l'environnement juridique de la décentralisation ;
- ✓ avoir une bonne connaissance des outils de Planification du développement local ;
- ✓ avoir une bonne connaissance des outils de Programmation budgétaire dans les Collectivités Territoriales Décentralisées ;
- ✓ avoir une bonne connaissance des outils de Budgétisation des Collectivités Territoriales Décentralisées ;
- ✓ avoir une bonne connaissance des outils de Suivi-évaluation budgétaires des Collectivités Territoriales Décentralisées ;
- ✓ avoir une bonne connaissance de l'environnement institutionnel et organisationnel de la société civile ainsi que des outils d'engagement des citoyens dans la gestion des affaires publiques ;

#### Compétences avérées pour le poste

- ✓ avoir une bonne connaissance du processus budgétaire au niveau central et local ;
- ✓ avoir une bonne connaissance des réformes en matière de décentralisation ;
- ✓ avoir une bonne connaissance des outils de suivi-évaluation ;
- ✓ avoir une bonne connaissance de la gestion de projets ;
- ✓ avoir une bonne connaissance des techniques statistiques ;
- ✓ avoir une bonne connaissance du cadre réglementaire d'engagement et de participation de la société civile ;

#### Expérience générale

- ✓ Justifier d'au moins 10 années d'expérience générale ;
- ✓ Expérience d'au moins 3 dans le domaine de la décentralisation ;
- ✓ Avoir une bonne expérience dans la préparation et l'évaluation des projets du BIP, notamment des CTD ;
- ✓ Avoir une Expérience dans l'élaboration des CBMT et CDMT ;
- ✓ Avoir une Expérience dans l'élaboration des stratégies/documents de politiques ;
- ✓ Avoir une bonne maîtrise du processus budgétaire ;
- ✓ Avoir une Expérience dans l'élaboration des documents de revue/évaluation de la performance ;
- ✓ Avoir une Expérience dans le développement des outils d'engagement citoyen et de transparence budgétaire.

#### Expérience spécifique

- ✓ Justifier au cours des dix dernières années, au minimum cinq (05) années d'expérience professionnelle dans le domaine de la décentralisation et du développement local ;
- ✓ Expérience dans l'élaboration des outils de mise en œuvre des subventions aux CTD ;
- ✓ Avoir une expérience dans la production des indicateurs et des statistiques relevant des CTD ;
- ✓ Avoir une expérience dans le développement des outils de collecte de données auprès des CTD ;
- ✓ Avoir une expérience dans le développement d'un outil d'évaluation de la gouvernance locale ;
- ✓ Avoir une expérience dans le développement d'un outil d'évaluation du développement local ;
- ✓ Avoir une expérience dans l'accompagnement des CTD à l'élaboration de leur outil de planification ;
- ✓ Avoir une expérience dans l'accompagnement des CTD à l'élaboration de leur outil de programmation ;
- ✓ Avoir une expérience dans l'accompagnement des CTD à l'élaboration de leur outil de budgétisation ;
- ✓ Avoir une expérience dans le développement des outils informatiques de collecte de données au profit des CTD ;
- ✓ Avoir une expérience dans l'accompagnement à la maturation des projets des CTD ;
- ✓ Avoir une expérience dans l'audit/contrôle des CTD ;

- ✓ Avoir une expérience dans l'élaboration et la mise en œuvre des stratégies d'engagement avec la société civile ;
- ✓ Avoir une expérience dans la conception et la mise en place des mécanismes d'engagement citoyen, de dialogue participatif et de redevabilité impliquant les autorités locales et les citoyens ;
- ✓ Avoir une expérience dans le développement et l'utilisation des outils de suivi à distance et de transparence budgétaire (Ex. GEMS/kobotoolbox et openspending).

#### IV. DUREE DU CONTRAT ET LIEU D'AFFECTATION

La durée du contrat sera de deux (02) ans éventuellement renouvelables sur la durée du projet. Le renouvellement ne pourra intervenir que si ses états de service sont satisfaisants pour le projet. L'évaluation de la performance de l'expert (e) se fera annuellement sur la base de contrat de performance incluant des indicateurs de résultats prédéterminés et ce, à partir du 6<sup>ème</sup> mois après la notification de démarrage et vers la fin de la période contractuelle.

Le/la candidat(e) retenu(e) devrait être disponible immédiatement au lieu de travail à Yaoundé.

#### V. COMPOSITION DU DOSSIER DE CANDIDATURE

Les dossiers de candidature doivent être envoyés par mail (PDF) et devront comprendre les documents suivants en trois fichiers :

- PDF1 : une lettre de motivation détaillée, faisant ressortir les capacités spécifiques du Candidat qui l'aideront à réussir sa mission ainsi que la collaboration avec les principales parties prenantes ;
- PDF 2 : un curriculum vitae (CV) du candidat mettant en exergue les expériences similaires, daté de moins de trois (03) mois, signé et mentionnant ses adresses complètes (boîte postale, téléphone, e-mail etc.) ;
- PDF3 :
  - des photocopies des diplômes, attestations et/ou certificat de travail et, tous autres documents démontrant les aptitudes/qualifications des candidats ;
  - une photocopie de la Carte Nationale d'identité (CNI).

*NB : Aucun dossier physique ne sera reçu à l'UGP ou dans les UCR. Seuls les dossiers électroniques respectant le format ci-dessus indiqué seront évalués.*

#### VI. DISPOSITIONS GENERALES

- 1- Les Candidats seront sélectionnés selon la méthode « Sélection de Consultants Individuels » telle que décrite dans le paragraphe 7.36 du « Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement » 5<sup>e</sup> édition, révisée en septembre 2023.
- 2- Les dossiers de candidatures rédigés en français ou en anglais doivent être envoyés exclusivement par courrier électronique au plus tard quatorze (14) jours à compter de la date de publication du présent Avis, avec pour objet :

**0 0 0 0 0** (N° /ASMI/MINDDEVEL/PROLOG/UGP/SPM/2025 DU **01 AVR 2025**  
POUR LE RECRUTEMENT D'UN EXPERT GOUVERNANCE AU SEIN DU PROJET  
GOUVERNANCE LOCALE ET COMMUNAUTES RESILIENTES (PROLOG) »

Adresses courrier électronique :

- Coordo.prolog@minddevel.gov.cm ;
- spm.prolog@minddevel.gov.cm
- emeguidejeanjacques@yahoo.fr
- enblanche2002@yahoo.fr

Yaoundé le 01 AVR 2025

LE COORDONNATEUR NATIONAL

*Emmanuel Edouard Tchatchoua Jackson*  
PRO in Economics  
Project Manager and Entrepreneur